Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour en savoir plus sur nos formations disponibles, veuillez visiter :
formav.co/explorer

BTSA DATR

Expression française et culture socioéconomique

Session 2023 • Code sujet : **2023-BTS111-NOR-ME-AN-GU-RE-MA** • Durée : **240 minutes**

Sommaire

Cliquez sur une partie pour y accéder directement

1. Comprendre la sobriété volontaire et les enjeux de la consommation énergétique (3 questions) **Page 3**

2. Rédiger une lettre ouverte sur l'imposition de la déconsommation (1 question) **Page 5**

3. Ce qu'il faut retenir & Questions fréquentes (FAQ) (Synthèse & Q&A Examen) **Page 7**

Sujet officiel (PDF) : https://btsadatr.fr/assets/annales/btsa-datr/E1 - S'inscrire dans le monde d'aujourd'hui/2023/BTSA DATR - E1 - S'inscrire dans le monde d'aujourd'hui - Session 2023 - 1-Sujet.pdf

1. Comprendre la sobriété volontaire et les enjeux de la consommation énergétique

À partir de l'article de Dominique Desjeux, les questions portent sur les motivations de la consommation frugale et sur les liens entre énergies fossiles, réchauffement climatique et transition énergétique. Elles invitent aussi à expliquer pourquoi planification et contraintes collectives peuvent être nécessaires, ainsi que leurs effets sociaux.

Question Première question. En vous appuyant sur le document principal, repérez dans le texte deux motivations des défenseurs de la consommation frugale.

Deux motivations sont mises en avant. D'abord, l'urgence écologique : les défenseurs veulent réduire la dépendance aux énergies fossiles et contribuer à la préservation de la biodiversité. Ensuite, ils contestent l'idée qu'acheter davantage rend plus heureux : consommer moins et mieux leur paraît une manière de vivre plus frugalement tout en participant à la transition énergétique.

> ✓ RÉPONSE À RETENIR
>
> Réduire les atteintes à l'environnement et la dépendance aux énergies fossiles ; vivre mieux sans croire que l'achat rend plus heureux.

Question Deuxième question. Reformulez le passage en gras sur la contribution des énergies fossiles au réchauffement climatique et la nécessité d'une révolution énergétique mondiale. Illustrez votre reformulation par deux exemples d'alternatives à la consommation d'énergies fossiles repérés dans le texte. Répondez en une quinzaine de lignes.

Le recours aux énergies fossiles contribue au réchauffement climatique. Pour limiter ce phénomène, il faut donc réduire leur usage et développer des sources d'énergie de remplacement. Comme la consommation et les besoins énergétiques concernent les classes moyennes de nombreux pays, la transformation ne peut rester limitée à quelques citoyens ou à un seul État : elle doit être mondiale. Le texte cite des pratiques qui réduisent les besoins liés à cette consommation, comme se déplacer à vélo plutôt qu'en voiture et mutualiser l'usage d'une machine à laver. Ces exemples ne sont pas de nouvelles sources d'énergie, mais des façons de moins dépendre des ressources et des équipements énergivores.

> ✓ RÉPONSE À RETENIR
>
> Réduire mondialement le recours aux énergies fossiles et développer des alternatives, en diminuant aussi les besoins, par exemple grâce au vélo et au partage des équipements.

Question Troisième question. Expliquez l'affirmation selon laquelle la bonne volonté des tenants de la sobriété volontaire ne suffira pas à diminuer la consommation d'énergie fossile et qu'une planification et des contraintes pourraient peser davantage sur les classes moyennes et moyennes supérieures que sur les ultra-riches. Répondez en une quinzaine de lignes.

La sobriété individuelle ne peut suffire si les infrastructures et l'organisation collective continuent de favoriser les énergies fossiles. Des décisions planifiées et des contraintes sont donc nécessaires pour transformer les déplacements, la production et les usages. Mais la baisse de consommation intervient dans un contexte de

hausse des prix et de pénuries, qui touche déjà les ménages modestes et alimente les tensions sociales. Des règles mal réparties pourraient ainsi peser sur les classes moyennes et moyennes supérieures, tandis que les ultra-riches disposent de davantage de moyens pour absorber les coûts ou adapter leurs pratiques. Des mesures équitables doivent donc faire contribuer chacun selon ses moyens.

✓ RÉPONSE À RETENIR

La sobriété exige des changements collectifs, avec des contraintes réparties équitablement et une contribution réelle des plus riches.

2. Rédiger une lettre ouverte sur l’imposition de la déconsommation

Le candidat réagit à l’article de Dominique Desjeux par une lettre ouverte destinée à un hebdomadaire à grand tirage. Il prend position sur l’imposition de la déconsommation en mobilisant des arguments socioéconomiques et culturels tirés des cinq documents annexes et de ses connaissances personnelles.

Question Deuxième partie. Rédigez une lettre ouverte de trois pages, soit environ 700 à 800 mots, répondant clairement à la question « Faut-il imposer la déconsommation ? ». Prenez position et appuyez-vous sur des arguments socioéconomiques et culturels précis extraits des documents annexes ainsi que sur vos connaissances personnelles. Respectez l’anonymat et ne signez d’aucun nom.

Lettre ouverte : Faut-il imposer la déconsommation ?

Madame, Monsieur,

À la question posée par Dominique Desjeux, la réponse doit être nuancée : oui, il faut imposer des limites collectives aux consommations les plus polluantes et aux gaspillages ; non, il ne faut pas imposer à tous les ménages une baisse uniforme de leurs achats. L’urgence écologique rend l’inaction impossible, mais une transition juste doit protéger les besoins essentiels, répartir les efforts équitablement et être décidée démocratiquement.

La société de consommation a apporté confort et accès à de nombreux biens. Mais elle repose sur une production et des transports fortement dépendants des ressources et des énergies fossiles. La hausse de la demande peut renchérir l’énergie et les matières premières ; ces coûts pèsent particulièrement sur les ménages modestes. Une politique qui laisserait les ressources se raréfier sans organiser leur partage aggraverait donc les inégalités. La déconsommation est nécessaire pour réduire les pressions sur l’environnement, mais elle ne peut consister à priver les personnes de ce qui leur est indispensable.

Les évolutions décrites par Jessica Berthereau montrent qu’acheter moins peut aussi signifier acheter mieux. En 2018, les volumes de produits de grande consommation ont baissé de 0,8 % selon IRI et de 1,2 % selon Kantar WorldPanel, tandis que la valeur des ventes progressait de 1,1 % chez IRI. Certains consommateurs privilégient des produits biologiques, de qualité ou qui rémunèrent mieux les agriculteurs. Les circuits courts et les AMAP peuvent rapprocher producteurs et habitants. Toutefois, l’article rappelle aussi que le vieillissement de la population contribue à la baisse des volumes : ces chiffres ne prouvent donc pas à eux seuls que les Français choisissent tous la sobriété.

Réduire les achats inutiles relève également d’un choix culturel. Dans *Éloge du peu*, Ryûnosuke Koike critique le remplacement répété d’un téléphone ou d’un ordinateur encore utilisable et invite à réparer les objets abîmés. La publicité et le renouvellement rapide entretiennent parfois l’idée qu’un bien récent est nécessaire pour être satisfait. Réparer, acheter d’occasion ou partager certains équipements permet au contraire de prolonger leur usage et d’éviter le gaspillage. La déconsommation peut ainsi libérer du temps et de l’attention, sans condamner toute consommation ni transformer la simplicité en obligation morale individuelle.

Mais la responsabilité ne peut reposer sur les seuls comportements personnels. Dans l’article d’Hortense Chauvin, l’étude de Carbone 4 estime qu’un comportement individuel « héroïque » pourrait réduire au maximum l’empreinte carbone de 25 % ; le reste dépend de transformations du système sociotechnique. Le choix du vélo est peu réaliste si les trajets sont dangereux, comme le souligne Éric Vidalenc. Il faut donc aménager des pistes cyclables, développer les transports collectifs, rénover les logements et rendre les biens durables et réparables accessibles. Des règles publiques sont légitimes lorsqu’elles rendent les options sobres possibles et encadrent les activités les plus polluantes.

Ces règles ne doivent toutefois pas être décidées sans les personnes concernées. Razmig Keucheyan propose de définir collectivement les besoins et d'organiser la production en conséquence. La crise sanitaire a montré que les besoins urgents, comme les masques et les respirateurs, pouvaient conduire à des réquisitions ou à un contrôle des prix. Mais déterminer d'en haut les besoins de chacun risquerait de devenir une « dictature sur les besoins ». La planification écologique doit donc être débattue, contrôlée démocratiquement et attentive aux besoins différents des territoires, des travailleurs et des ménages.

La justice sociale est une condition de réussite. Une hausse générale du coût de l'énergie ou une interdiction sans solution de remplacement frapperait d'abord les personnes contraintes de prendre leur voiture ou vivant dans un logement mal isolé. Des aides ciblées, des transports accessibles et des rénovations accompagnées peuvent éviter que l'effort ne pèse sur elles. Les consommations de luxe et les activités les plus polluantes doivent, elles, contribuer davantage. Il faut aussi accompagner les salariés et les entreprises concernés : sans reconversion ni nouvelles possibilités d'emploi, la transition risque d'être vécue comme une menace.

Le document consacré à la sobriété en agroécologie présente plusieurs voies complémentaires : limiter le gaspillage et les intrants, privilégier les produits de saison et l'approvisionnement local, économiser les ressources, répondre d'abord aux besoins essentiels et développer l'entraide. Ces pratiques montrent qu'une sobriété organisée peut soutenir une alimentation durable et des liens locaux. Elles demandent cependant des moyens, des débouchés et un accès réel pour tous ; elles ne doivent pas devenir une injonction réservée à ceux qui ont les ressources nécessaires pour choisir.

Imposer la déconsommation est donc justifié si cela signifie fixer démocratiquement des limites aux gaspillages et aux productions nocives, tout en garantissant les besoins essentiels. Ce serait injuste si l'on faisait porter la contrainte sur les seuls ménages ordinaires. La priorité est de construire des alternatives accessibles et de demander un effort proportionné aux capacités et aux consommations de chacun. La sobriété doit être un projet collectif de justice et de qualité de vie, non une pénurie imposée aux plus fragiles.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération.

> **✓ RÉPONSE À RETENIR**
>
> Oui à des limites collectives, démocratiques et équitables sur les consommations polluantes et le gaspillage, avec des alternatives accessibles et la protection des besoins essentiels.

Ce qu'il faut retenir de ce sujet (Session 2023)

Bilan de l'épreuve : Session 2023 du BTS agricole, épreuve d'expression française et de culture socioéconomique, code 2023-BTS111-NOR-ME-AN-GU-RE-MA, durée de 240 minutes, coefficient non indiqué. À partir de l'article de Dominique Desjeux sur la sobriété volontaire et de cinq annexes, le sujet évalue la compréhension, la reformulation et l'explication d'enjeux énergétiques et sociaux, puis l'argumentation dans une lettre ouverte.

Notions-clés, formules & règles à maîtriser

- La sobriété cherche à réduire les consommations et la dépendance aux énergies fossiles, tout en tenant compte des besoins et des inégalités.
- Acheter moins mais mieux peut se traduire par des achats biologiques, des produits de qualité et le recours aux circuits courts.
- La sobriété ne dépend pas seulement des choix individuels : infrastructures et organisation collective conditionnent les comportements possibles.
- La définition des besoins et la planification écologique doivent s'appuyer sur des décisions collectives et démocratiques.

Points de vigilance & attentes du jury

- Pour chaque réponse sur le document principal, appuyez vos idées sur des éléments précis du texte.
- Reformulez le passage demandé avec vos propres mots et choisissez deux exemples réellement présents dans le texte.
- Dans la lettre, prenez clairement position et mobilisez des arguments précis issus des annexes et de vos connaissances.
- Respectez les trois pages et les 700 à 800 mots demandés, l'anonymat et la qualité de la langue, évaluée sur quatre points.

Questions fréquentes sur cette épreuve (Q&A Examen)

Q : Comment reformuler le passage sur la transition énergétique sans le paraphraser mot à mot ?

Dégagez l'idée centrale, puis exprimez-la avec une syntaxe différente : les énergies fossiles contribuent au réchauffement et leur remplacement exige une transition mondiale. Ajoutez deux exemples d'alternatives repérés dans le document principal.

Q : Pourquoi le sujet souligne-t-il l'importance d'une planification collective de la sobriété ?

Les choix individuels restent limités lorsque les infrastructures favorisent les solutions fossiles. Des décisions collectives peuvent transformer ces conditions et organiser la baisse des consommations, en considérant les effets sociaux inégaux des contraintes.

Q : Combien de temps dure l'épreuve et quel format respecter pour la lettre ouverte ?

L'épreuve dure 240 minutes. La lettre ouverte doit faire trois pages, soit environ 700 à 800 mots. Aucune répartition du temps n'est imposée : prévoyez aussi un moment pour relire vos réponses.

Q : Quels critères de présentation et de notation faut-il particulièrement respecter ?

La première partie vaut 7 points et la deuxième 9 points. Quatre points sont consacrés à la présentation et à la maîtrise des codes, notamment l'orthographe et la syntaxe. La lettre doit rester anonyme.

Sujet officiel associé (PDF) : https://btsadatr.fr/assets/annales/btsa-datr/E1 - S'inscrire dans le monde d'aujourd'hui/2023/BTSA DATR - E1 - S'inscrire dans le monde d'aujourd'hui - Session 2023 - 1-Sujet.pdf
Ressources BTSA Développement, Animation des Territoires Ruraux : Toutes les annales & corrigés • Fiches de révision complètes • Simulateur de notes d'examen

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.